

(Épreuve finale jusqu'à signature) - COP 22 Déclaration Interreligieuse sur le Changement Climatique

10 novembre 2016

Déclaration des dirigeants religieux et spirituels durant la première réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA1) lors de la vingt deuxième session de la Conférence des Parties (COP 22)

En ce moment historique où l'Accord de Paris entre dans sa phase active, un consensus général sans précédent est adopté en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'établir une plus grande résilience face aux changements climatiques. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers tous ceux qui ont contribué à cet Accord, tout en étant conscients des défis et de la complexité qui est devant nous. C'est aujourd'hui le moment de mettre en place les actions les plus urgentes.

Tous les mouvements religieux partagent la même obligation morale de justice, de non-violence et de protection envers les plus vulnérables d'entre nous. Le changement climatique a déjà un impact mondial qui affecte en priorité les plus pauvres et les communautés les plus faibles et nous partageons leurs deuils et leurs souffrances. La façon dont nous allons régler les effets les plus graves du changement climatique dépend du travail que nous allons accomplir dans les dix, cinq et même deux prochaines années. Chacun d'entre nous doit agir sur la réalité de la crise climatique de sorte que cessent au plus vite les pertes infligées à notre Terre sacrée et que l'écosystème dont nous dépendons tous puisse se régénérer.

En ce tournant crucial, alors que les gouvernements commencent à mettre en pratique l'Accord, nous devons ouvrir encore plus nos consciences et discerner sur la relation que nous entretenons avec notre Terre mère, avec les autres et tous les êtres vivants. La recherche effrénée de croissance et de pouvoir a des conséquences dévastatrices en termes de pollution et d'appauvrissement des plus vulnérables. Nous demandons à tous ceux qui prennent les grandes décisions concernant l'origine, le financement et la distribution de l'énergie, d'agir avec humilité et compassion et dans le respect de toute forme de vie.

Si nous continuons à endommager l'équilibre vital qui nous soutient par la sur-exploitation, la contamination et la destruction du climat qui nous protège, du sol qui nous nourrit, des minéraux qui nous prodiguent leurs richesses, des océans et des sources d'eau qui nous rafraîchissent, nous courons à notre propre perte. Nous devons agir rapidement en étant guidés par notre foi et le travail que nous faisons ensemble, réunis en une seule communauté globale pour servir notre planète.

Continuer à utiliser les énergies fossiles et les autres ressources extraites du sol à l'échelle mondiale tout en connaissant les dommages qu'ils causent est indéfendable au plan éthique. Nous devons délibérément tourner le dos aux énergies fossiles et cesser les investissements dont elles font l'objet de la part du secteur public et des fonds souverains pour orienter ce soutien vers des solutions bonnes pour le climat. Cela enverra un signal fort aux investisseurs privés et aux grand public afin de mettre fin à l'ère des énergies fossiles.

Nous exigeons que les États soient liés par leur éthique et par leur bonne foi pour honorer leurs engagements pris dans cet Accord. Par conséquent, nous insistons, pour la sécurité de tous, sur la nécessité d'accroître les actions et les ambitions climatiques de la part de tous les gouvernements, par une réduction rapide des émissions en vue de contenir la montée des températures dans la limite de plus 1.5°C au-delà des niveaux pré-industriels.

Nous demandons aux États, tout en se concentrant sur les articles les plus importants de l'Accord, de respecter les obligations contenues dans son préambule. En particulier, les États doivent respecter les obligations relevant des droits de l'Homme, notamment les droits des peuples indigènes, l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire et l'équilibre entre les générations. Nous insistons sur la participation complète et entière des femmes, des sociétés indigènes et des jeunes qui auront un effet multiplicateur sur l'application de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 7 qui vise à atténuer l'appauvrissement énergétique d'ici 2030.

Dans le cadre des ODD, nous encourageons l'orientation des flux financiers à converger vers l'objectif des 1.5°C afin de reconnaître la relation intrinsèque entre le changement climatique, l'éradication de la pauvreté et le développement durable équitable. Un financement plus important est nécessaire envers les communautés les plus vulnérables qui sont le plus affectées par les changements climatiques. Nous trouvons particulièrement injuste que les pays les moins développés soient écrasés par le remboursement d'une dette pour un problème dont ils ont eux-même hérité. Nous encourageons donc vivement les gouvernements à soutenir un accroissement du flux financier qui prenne en compte la dimension humaine et écologique tout en compensant les pertes et en encourageant les transferts technologiques.

En même temps, nous exprimons notre préoccupation au sujet des accords commerciaux qui risquent de limiter l'action en faveur du climat et nous demandons, par conséquent, un contrôle plus strict des mécanismes de règlement des différends qui favorisent largement les sociétés multinationales en leur donnant la possibilité d'attaquer les États auprès de tribunaux extra-judiciaires.

Alors que nous appelons les dirigeants du monde entier à mettre en place de nouvelles stratégies pour protéger notre climat, de nombreuses communautés religieuses se sont déjà détournées des énergies fossiles. Des groupes religieux investissent dans des solutions favorables au climat et nous travaillons main dans la main avec les régions les plus pauvres dans le monde afin de minimiser l'impact du changement climatique et de leur permettre de se redresser. Nous demandons donc à nos communautés de s'engager encore plus fortement dans des démarches de désinvestissement des énergies fossiles en faveur d'énergies renouvelables et de s'engager sur les questions climatiques. Nous devons effectuer ce travail afin de poursuivre la transition nécessaire vers les énergies renouvelables.

Au cours de l'histoire, nos traditions religieuses ont apporté soutien et réconfort en temps de crise ou de grande transformation. Nous devons nous engager vers de nouveaux styles de vie en prenant conscience de la dimension spirituelle des rapports que nous entretenons avec toutes les formes vivantes. Nous implorons donc tous les peuples pour qu'ils exercent courage, espoir, sagesse et réflexion spirituelle afin de permettre aux générations futures d'hériter d'un monde plus humain et plus durable. Il est temps d'avancer et d'agir en tant que gérants dépositaires de notre mère la Terre. Ensemble, nous devons soutenir les progrès de tous et aller encore plus loin et plus vite.

Par conséquent :

- Insistons pour que les gouvernements accroissent rapidement leurs engagements afin de réduire les émissions, avec l'objectif de contenir l'augmentation des température en deçà de 1.5°C,
- Encourageons une réorientation des fonds souverains et des fonds publics vers des solutions climatiques renouvelables qui s'éloignent des énergies fossiles,
- Insistons auprès des gouvernements pour qu'ils soutiennent une augmentation des financements dirigés vers une adaptation écologique et humaine, loin de la pauvreté liée à l'énergie, notamment en compensant les pertes encourues et en encourageant les transferts technologiques,
- Appelons tous les États à tenir les engagements pris dans le préambule de l'Accord relevant des

droits de l'Homme, notamment les droits des peuples indigènes, l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire et l'équilibre entre les générations ainsi que l'intégrité de tous les écosystèmes tel que définis par les décisions adoptées lors de la COP 22.